N°163 du Mardi 30 Septembre 2014 Prix: 250 FCFA / Hors du Togo: 1€ Hebdomadaire Togolais d'Information

Année scolaire 2014-2015

2.113.743 ELEVES DANS LES CLASSES HIER

P. 7

Retour sur les efforts du gouvernement pour assurer une rentrée scolaire apaisée

TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 163 du 30 Sept. 2014

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

LE PRESIDENT FAURE GNASSINGBE A LA 69e ASSEMBLEE DES NATIONS UNIES A NEW YORK

Les Premières Retombées et les Grandes Etapes de la Participation Togolaise

L'OTR présente son logo et sa stratégie de lutte contre la corruption

LE NUMERO VERT 8280 ET UNE ADRESSE ELECTRONIQUE A LA DISPOSITION DES CONTRIBUABLES

P 6

Préparatifs de la présidentielle de 2015
PRESTATION DE SERMENT DE SES MEMBRES, MISE EN PLACE DU BUREAU D'AGE, LA CENI EN BRANLE — P 8

Le Togo bientôt éligible au Millenium Challenge Account
ETATS DES LIEUX DES EFFORTS DEJA ACCOMPLIS ET LES REFORMES EN VUE — P 6

Echange d'expériences
LE FNFI ACCUEILLE UNE DELEGATION BURUNDAISE DU FONDS DU MICROCREDIT RURAL — P 9

Braquage mortel à l'aéroport de Lomé
DE LA NECESSITE DE RENFORCER LA SECURITE AU TOGO — P 10

LE PRESIDENT FAURE GNASSINGBE A LA 69e ASSEMBLEE DES NATIONS UNIES A NEW YORK

Les Premières Retombées et les Grandes Etapes de la Participation Togolaise

Energie, Santé, Développement, Sécurité maritime, Environnement, Diplomatie Economique ….Au-delà des traditionnels thèmes relatifs à la Paix et à la Sécurité

Pendant plus d'une semaine, New York, la capitale du monde, a abrité la 69e messe annuelle des plus hautes sommités mondiales autour des grands sujets de l'heure. Le Président de la République togolaise, Faure Essozimna GNASSINGBE, à la tête d'une délégation ministérielle et d'experts y a pris part comme bon nombre de ses pairs africains, occidentaux et asiatiques.

Un séjour dense et riche en opportunités et actions qui s'inscrivent dans cette volonté politique affichée depuis plus d'un quinquennat déjà dans la perspective de positionner le Togo comme un nouveau et véritable pôle diplomatique et économique.

Débat général, séances plénières, travaux en commissions et autres grandes rencontres d'échanges ont permis au Togo d'assurer une pleine et active participation dont les retombées n'ont pas attendu la fin de la session pour se manifester.

Plus de 120 Chefs d'Etat et de Gouvernement dont le Président de la République togolaise

C'est une participation historique, de l'avis des habitués de cette grande rencontre annuelle. Au total plus de 120 Chefs d'Etat et de gouvernement, participation record, ont pris part à la 69e session de l'Assemblée Générale des Nations-Unies qui a connu son apothéose du 21 au 28 septembre 2014. Les enjeux du moment - marqués entre autres par la situation en Irak caractérisée par la montée en puissance de l'Etat Islamique, les théâtres de guerre et d'instabilité en Syrie, Centrafrique, Mali, le terrorisme au Nigeria, au Cameroun, au Kenya et en Somalie, l'épidémie Ebola, les changements climatiques, les droits de l'homme, la santé et les questions économiques – sont autant d'urgences et de priorités, qui expliquent amplement cette mobilisation d'exception.

A New York, la délégation togolaise n'a cessé d'enchaîner réunions multilatérales et rencontres bilatérales aussi bien sur des préoccupations générales que sur les besoins et attentes propres au Togo. Le bilan en une semaine est plus qu'éloquent.

Une semaine intense pour le Président

Dimanche, 21 septembre 2014, le Président Faure GNASSINGBE foule le sol américain pour la seconde fois en un mois et demi (après le Sommet USA Afrique des 4 et 5 Août). A peine installait-il son quartier général sur Madison Avenue dans le Manhattan, que s'inaugura le ballet des rencontres et d'entretiens qui donneront à ce séjour l'allure et les résultats d'une participation réussie. Si le Président du Togo reçoit et participe aux débats, il sera également très sollicité par ses pairs et par d'autres personnalités des délégations étrangères et institutions internationales. Les cruciales questions du moment et les retombées attendues par le pays se sont vite tissées dans une vision, celle du repositionnement du Togo sur l'échiquier international en tant que force diplomatique et pôle de développement.

Faure GNASSINGBE à la tribune sur la Population et le Développement

A l'agenda newyorkais du Président Faure GNASSINGBE, il y a eu ce passage fort remarquable devant ses pairs lors de la rencontre de haut niveau des Chefs d'Etat du Sahel, sur le ''Dividende démographique dans le Sahel''. A ce débat général initié par la Banque Mondiale et le FNUAP (Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et la Population), au siège des Nations Unies, le Président togolais est revenu sur les nouveaux défis qui ralentissent considérablement les efforts des pays concernés et particulièrement le Togo dans leurs efforts pour réaliser des progrès notables dans le bien-être des populations. « Mais l'apparition de nouveaux défis liés à la mondialisation non maitrisée, aux différentes crises financières successives, aux effets changements climatiques, aux nouvelles pandémies et à la croissance démographique accélérée a mis à mal notre fragile économie freinant ainsi les actions pour mener à bien nos programmes. » a indiqué le Chef d l'Etat togolais qui n'a pas manqué cependant de souligner des résultats tangibles auxquels son pays est parvenu dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement. Revenant sur les préoccupations liées aux jeunes qui forment 60% de la population togolaise, le Président Faure GNASSINGBE a lancé un appel à la Communauté internationale afin que « nous puissions redoubler d'ardeur dans une solidarité et une synergie renforcées en vue d'atteindre des résultats plus significatifs dans cette nouvelle phase de mise en œuvre de la

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Germain POULI
COMITÉ DE RÉDACTION
Didier ASSOGBA
Patrick NIMA
Pégy
Paul KATASSOLI
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ
Aïssata TOURE
SECRÉTARIAT
Carole AGHEY
Rose NYUIADZI
INFOGRAPHIE
AHIABLE Raphaël
CARICATURE
DODZI
DISTRIBUTION ET ABONNEMENT
Tel: 22 36 18 56
ADRESSE
585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE
Tél. : 22 61 12 19 /22 36 18 56
90 02 76 54
E-mail : togoreveil@togoreveil.info
TIRAGE
4000 Exemplaires
IMPRIMERIE
La Colombe

CIPD » a-t-il conclu. (Voir l'intégralité du discours)

Le Contexte Global de cette 69e session et les Enjeux pour le Togo

Dans une tribune publiée sur le site officielle de la diplomatie togolaise, le Ministre Robert DUSSEY, en charge des Affaires Etrangères a placé la tenue de cette 69e session dans son contexte global et dans ce qu'on pourra appeler les enjeux pour le Togo : « l'objectif ultime pour la communauté internationale devrait être de formuler un programme de transformation qui prenne en charge des solutions globales, guide les efforts nationaux de développement et permette aux populations d'améliorer leurs moyens d'existence et de déterminer leur propre avenir. »

Selon le Chef de sa diplomatie, le Togo qui ambitionne comme la plupart des Etats membres de l'ONU, de devenir un pays émergent dans un proche avenir devra saisir cette tribune pour « exposer les efforts déployés au plan national en vue de la réalisation des OMD et des ODD » et faire « entendre ses positions et ses vues sur les grandes questions qui dominent la vie internationale »

A New York la délégation togolaise s'est prononcée sur les principales crises qui affectent durement le continent africain, le Proche et le Moyen-Orient.

Premières retombées immédiates : 30 Millions de Dollars pour la promotion de l'Energie durable au Togo

Mardi 23 septembre, Faure GNASSINGBE et le Président de la Commission de l'Union Européenne, José Manuel Barozo, signe un protocole d'accord concernant l'appui de la Commission de l'Union Européenne au développement de l'Energie renouvelable au Togo« Dans ce protocole l'Union Européenne a reconnu les efforts du gouvernement en matière de développement de l'énergie de manière générale. Les efforts du Togo dans le cadre de sa politique d'extension du réseau au niveau des communes rurales de manière à accroître le taux d'électrification rurale. Et pour cela l'Union Européenne a prévu dans les financements à venir, entre 2014 et 2020, d'appuyer le Togo avec un financement national de 30 millions de dollars auxquels peuvent s'ajouter des fonds régionaux dans le cadre de l'Energie durable. Par le protocole qui a été signé, l'Union Européenne s'est engagée à accompagner le Togo dans la mise en œuvre de sa politique énergétique, dans la recherche de l'assistance technique en vue de nous aider à identifier les projets qui seront exécutés, à nous appuyer également à rechercher d'autres partenaires en vue de financer la réalisation de ces projets. » explique à l'issue de la cérémonie M.DAMIKPI NOUPOKOU, Ministre de des Mines et de l'Energie

Pour sa part, le Gouvernement togolais s'est engagé à intensifier le dialogue dans la mise en œuvre de sa politique énergétique, notamment avec les populations, le secteur privé, la société civile et faire en sorte qu'un cadre législatif motivant soit mis en place de manière à attirer les investisseurs privés. « Nous avons pris l'engagement déjà de faire évoluer progressivement d'ici 2017, de faire passer le mix de l'énergie durable au renouvelable à 6% et vers 2020, nous devons être autour de 10 et 12%. Donc voilà les efforts que nous faisons dans le cadre de la mise en œuvre de l'Energie renouvelable au Togo » précise le ministre pour mieux expliquer les efforts du Togo pour couvrir en énergie électrique les zones les reculées (villages et campagnes). Plusieurs appels d'offre ont été lancés dans le cadre de la réalisation de ces projets. L'énergie électrique est à la base de la production et de la création des richesses et des emplois

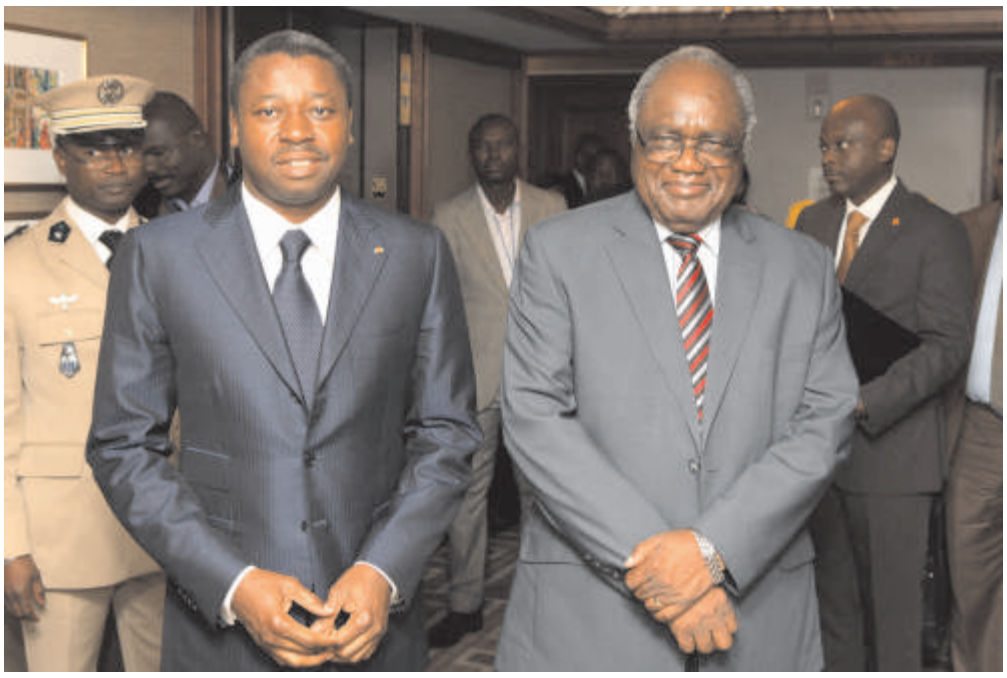
Ebola : Au-delà de la mobilisation mondiale, le Togo s'active pour parer à toute éventualité

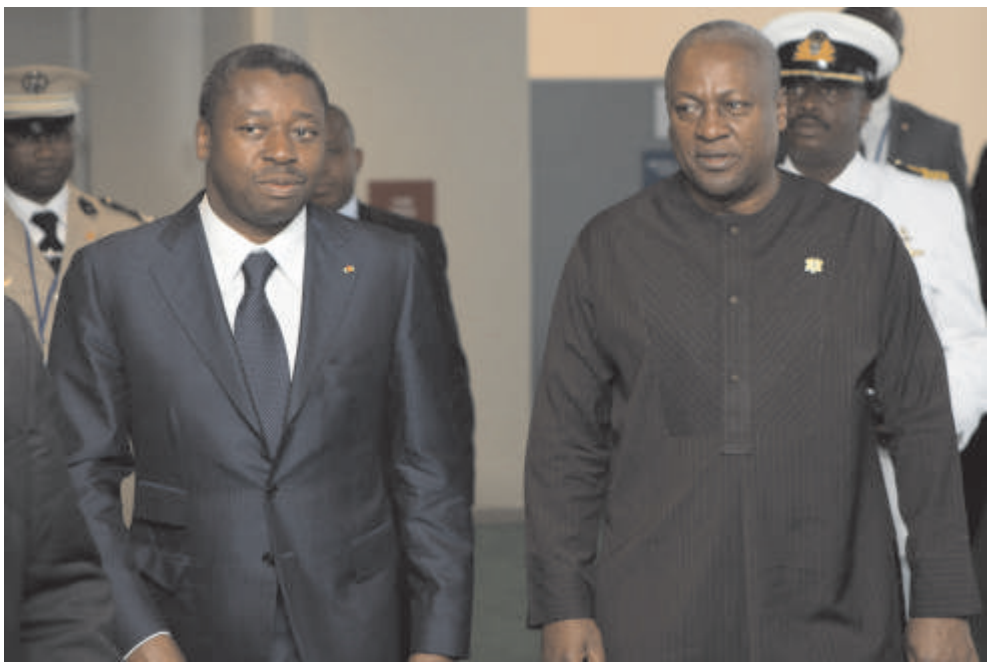
Partie de la Guinée en décembre 2013, l'épidémie d'Ebola, la plus grave depuis l'identification du virus en 1976, a fait 2.811 morts sur 5.864 cas depuis le début de l'année, selon les dernières estimations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) avec 70% de femmes. Une bonne partie des victimes sont du corps médical. Le sujet est l'un des plus préoccupants de cette 69e session. « Ebola n'est pas une calamité sous-régionale ou régionale, c'est une crise internationale » a déclaré Ban Ki Moon, le Secrétaire Général de l'ONU. Une résolution a d'ailleurs été prise dans ce sens pour qualifier cette épidémie de « Menace à la paix et à la sécurité internationale »

Plus d'une dizaine de pays se sont mobilisés pour appuyer le travail déjà fait par tout le système des Nations Unies à commencer par l'OMS, la Banque Mondiale et les différents fonds et missions.

3000 soldats américains en renfort, 165 médecins et infirmiers cubains depuis ce week end sur le terrain, une soixantaine de membres de l'équipe de laboratoire chinoise déjà débarquée en Sierra Léone. Le Ghana a accepté d'abriter le siège de l'UNMEER, une nouvelle mission onusienne chargée des actions urgentes contre Ebola. Les experts annonce qu'il faut mobiliser un milliards de dollars pour faire face au mal. La Banque Mondiale qui avait déjà financé la lutte à hauteur de 200 millions a décidé de porter sa contribution à 400 millions de dollars. La mobilisation est mondiale et le Togo n'est pas resté en marge. «La mission des Nations unies UNMEER s'est déjà procuré deux millions d'équipements de protection, explique-t-il. On envoie 470 véhicules tout-terrain dans la région. On a déjà cinq hélicoptères qui se rendent sur place et on pourrait atteindre les 18. On envoie des avions dans la région. Nous sommes déjà présents dans les quatre villes les plus touchées et Accra accueillera le quartier général. UNMEER est déjà présente à Monrovia, en Sierra Leone et en Guinée. Une présence minimale pour l'instant, mais qui va s'accroître très vite. Le QG va se déployer de New York à Accra ce dimanche. Ce sera mon cas aussi. Et nous serons à Monrovia mercredi, à Freetown vendredi et Conakry le dimanche suivant. On avance le plus vite possible pour mettre en place cette stratégie». Annonce t-on dans les hautes sphères onusiennes.

A New York, le Président Faure GNASSINGBE a travaillé sur les mesures à prendre pour sécuriser le Togo, face à toute éventualité. Le thème était au menu des discussions avec plusieurs personnalités reçues par le Président de la République, notamment M.Makhtar DIOP, Vice-Président de la Banque Mondiale, Région Afrique, M. Kadré Désiré OUEDRAGO, Président de la Commission de la CEDEAO et Mme Linda Thomas GREENFIELDS, Sous Secrétaire d'Etat americain aux Affaires





africaines.

Ouverture marquée par l'appel du Président Obama à une coalition mondiale contre le terrorisme et la montée en puissance des mouvements islamistes

Mercredi 24 septembre, le monde entier est attentif et particulièrement tourné vers New York où s'ouvre officiellement la 69e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette cérémonie d'ouverture qui a lieu au lendemain des premières frappes de la coaltion internationale sur des positions jihadistes en Syrie, permet à l'Assemblée générale des Nations Unies de mieux se saisir du dossier. Plusieurs Chefs d'Etat se succèdent à la tribune à New York, parmi eux le président américain, Barack Obama prendra la parole avant de présider une réunion du Conseil de sécurité. Il convainc la communauté internationale pour qu'elle se mobilise autour de sa campagne contre l'organisation de l'Etat islamique. Ces entités menacent la paix dans le monde et aucun pays n'est totalement épargné.

La Sécurité maritime, une Expertise togolaise avérée et soutenue par les USA

En Octobre 2015, le Togo organisera la Conférence africaine sur la Sécurité maritime et le développement en Afrique. Fort du succès que la communauté internationale lui reconnaît déjà dans sa lutte pour sécuriser ses côtes, dans une zone du Golfe du Guinée particulièrement infestée de dangereux pirates et de trafiquants de tout genre, le Togo a noué à New York des partenariats en vue du succès de cette conférence dont l'impact sur les économies africaines et leur développement ne sont plus à démontrer. C'est dans ce cadre que le Président Faure GNASSINGBE a échangé avec Mme Linda-Thomas GREENFIELDS, Sous Secrétaire du Département d'Etat américain aux Affaires Africaines. Après avoir déclaré que les Etats Unis s'engageaient à soutenir l'initiative et l'organisation de ce sommet, la représentante du pouvoir central américain a transmis les félicitations de l'administration Obama au Président togolais pour ses efforts dans le domaine de la sécurité maritime.
Les deux personnalités ont également échangé sur l'épidémie Ebola.

Les prometteuses pistes de collaboration avec la Fondation Melinda et Bill GATES

Entre autres activités présidentielles du mercredi 24 septembre, en marge de la 69e Assemblée générale, Faure GNASSINGBE a reçu, M. Mark SUZMAN, le Président « Global Policy and Advocacy » de la Fondation BILL et MELINDA GATES. La Fondation du milliardaire américain qui est beaucoup plus présente en Afrique avec des ONG partenaires dans le domaine de la santé, le secteur agricole et les services financiers aux couches défavorisées, a été attentive aux sollicitations du Président togolais qui l'a invité à se rapprocher davantage des ONG togolaises. Plusieurs créneaux de collaborations ont été envisagés et les discussions devront se poursuivre ?

Des échanges sur le Changement climatique avec John KUFUOR

L'ancien président du Ghana et actuel représentant personnel du Sécretaire Gnéral de l'ONU sur les Changements climatiques, John KUFUOR, a été l'hôte du Président togolais. Cette préoccupante question touche également le Togo qui subi les effets de l'érosion côtière et par intermittence les affres des inondations. Il était donc question de coordonner les actions en vue de la réduction des conséquences du changement climatique
« Il s'agit d'une réunion familiale, car le président est non seulement mon collègue mais aussi mon neveu et il fait de belles choses pour le Togo et sur le plan international et je crois que c'est à saluer.. Je suis l'un des envoyés spéciaux pour le cas des changements climatiques, qui est, comme vous le savez, une menace pour la vie. Et c'est ce qui a induit cette rencontre de New York qui est probablement la plus grande conférence des Nations Unies » a déclaré sur un air de Satisfaction l'ancien Président ghanéen à la fin du tête-à-tête.

Faure Gnassingbé réchauffe les bonnes relations entre le Togo et la Banque Mondiale

Economie et finance n'étaient pas absentes des grandes discussions dans la capitale mondiale. Un entretien avec le Vice-Président pour l'Afrique de la Banque Mondiale, M. Makhtar DIOP a permis aux deux dirigeants de faire le point sur la collaboration entre les deux institutions en ce qui concerne les questions budgétaires, mais également sur Ebola.

La contribution togolaise au prochain sommet africain sur la lutte contre le trafic illicite des espèces protégées

La délégation togolaise composée de Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, Mawussi Djossou SEMONDJI, ministre de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Noupokou DAMIKPI, ministre de l'Energie et des Mines, Cina Lawson, ministre en charge de l'Economie numérique, André Johnson, ministre de l'environnement., EKOUE Dédé Ahouéfa, ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance, s'est montrée particulièrement très active.
L'expertise togolaise a été constante et évaluée à sa juste valeur. A titre d'exemple la collaboration togolaise dans la résolution de certains problèmes notamment ceux liés à la déforestation et au trafic illicite des espèces protégés. « En la matière, notre pays a une expertise à partager. Nous collaborons avec des pays comme le Gabon, le Congo et une bonne partie des pays de l'Afrique Centrale dans la lutte contre le trafic illicite d'ivoire. Le Togo étant un pays de transit, nos services ont effectué des prises spectaculaires d'ivoire ces derniers mois et les prélèvements sur ces défenses d'ivoire ont permis de savoir l'origine des éléphants abattus. Dans ce sens nous comptons apporter toute notre collaboration et notre expertise au Congo qui s'apprête à organiser dans le premier semestre de l'année 2015, un sommet sur la protection des espaces menacées. » nous confie, en marge d'une rencontre, le Ministre André JOHNSON.

L'apaisement politique au Togo salué dans l'Espace francophone

Alors que la candidate canadienne Mickaelle Jean, vient solliciter auprès du Président Faure GNASSINGBE le soutien du Togo pour son élection comme successeur de Abdou DIOUF à la tête de l'Organisation Internationale de la Francophonie, elle est frappé par la présence, aux côté de son hôte d'un ministre issu des rangs de l'opposition. En francophone avertie

et connaissance, la scène politique togolaise, elle n'a pas caché ses sentiments de satisfaction de voir des forces qui s'opposaient collaborer. « C'est aussi cela la Francophonie que nous prônons » s'est-elle exprimée. Le ministre en question est celui de l'Environnement, un cadre de l'UFC, parti de l'opposition.

Diplomatie Economique : Le Togo officialise sa coopération avec la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et le Turkménistan

Le séjour New yorkais de la délégation togolaise a été largement marqué par des actes solennels d'établissement de relations diplomatiques et économiques avec des pays comme la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et le Turkménistan.

Du lundi 22 au jeudi 24 septembre, des communiqués conjoints ont scellé les nouveaux liens de coopération entre le Togo et ces quatre pays.

Plusieurs parmi eux sont des économies émergeantes avec une production agricole en pleine croissance des sous sols riches en importantes réserve de gaz naturel et de pétrole.

Ces dernières années, le Togo a fait de choix de placer sa diplomatie au cœur du développement et le ministère en charge des Affaires étrangères se révèle finalement un pôle de promotion économique tournée vers la séduction des investissements étrangers sur les opportunités togolaises.

Le président namibien Hifikepunye Pohamba était chez Faure

La Coopération entre le Togo et la Namibie ont connu des heures de raffermissement quand les présidents Faure Gnassingbé et Hifikepunye Pohamba se sont revus. Les deux hommes qui se connaissent bien après une visite de travail en 2012 à Windhoek, ont décidé de renforcer leur coopération dans le domaine de le pêche, du tourisme et des mines. Les deux Chefs d'Etats qui se sont rencontrés lundi 22 septembre ont également profiter pour accorder leur vision sur les sujets d'importance qui feront le débat et les discussions lors de cette 69e session. Faure GNASSINGBE a partagé avec son homologue l'initiative togolaise d'organiser en octobre 2015 un sommet sur la sécurité maritime et le développement économique.

La gratitude du Premier Ministre Bissau-guinéen

M. Domingos Simoes PEREIRA, Premier Ministre de la Guinée Bissau a tenu à rendre un hommage particulier au Chef de l'Etat togolais pour ses efforts dans le retour de la pays dans son pays. Occasion pour lui de solliciter à nouveau la diplomatie togolaise pour la consolidation de l'accalmie en Guinée Bissau.

Solidarité envers le peuple frère de Sierra Leone

A sa sortie d'audience avec le Président Faure GNASSINGBE, le Ministre des affaires étrangères de la Sierra Léone, M. Samura M.W. KAMARA a fait la déclaration suivante : « Fondamentalement, le président m'a chargé en tant que messager de transmettre ses salutations, ses bons vœux, sa sympathie et sa solidarité à son collègue et ami, le président de la république de Sierra Leone. Ils sont de très bons amis et très proches et le président a exprimé le désir de lui rendre visite. Donc, je vais passer ce message et je suis sûr qu'ils vont se rencontrer. Il s'agit de relations fraternelles aussi bien dans le cadre de la CEDEAO, que sur le plan personnel et je pense que cela va donner de l'espoir aux populations parce qu'elles ne sont pas seules dans la lutte contre le virus Ebola, les sierra leonais ont des amis et voisins. Et ça c'est une très bonne chose.»

Le pays est l'un des plus touchés par le virus Ebola et dans cette croisade internationale enclenchée à New York, les sierras léonais dans leur besoin de solidarité ont sans doute frappé à la bonne porte.

Togo-Israêl pour la première rencontre

Le représentant permanent d'Israêl aux Nations Unies, Ron PROSOR, a été la toute première personnalité à être reçu par le Président Faure GNASSINGBE, quelques heures seulement après son arrivée à New York. Les relations entre les deux pays et le dossier israélo-palestinien ainsi que les autres dossiers brûlants ont fait l'essentiel des échanges.

Le Dîner avec Barack OBAMA, l'Hôte de la 69e Assemblée Générale

L'un des moments de partage les moins complexes, a été la Réception offerte le mardi 23 septembre, à la Starlight Room du mythique Hotel The Waldorf Astoria par le Président des Etats Unis d'Amérique à ses invités. Les seuls rares moments de complicité, loin des regards indiscrets des journalistes qui en ont profité pour prendre leur quartier libre.

Reportage Germain POULI, Envoyé Spécial de TOGOREVEIL à New York

DISCOURS DU PRESIDENT FAURE GNASSINGBE LORS DU DEBAT GENERAL SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT

New York, le 22 Septembre 2014

Monsieur le Président,

Le Togo, mon pays se félicite de la tenue de cette session spéciale consacrée à la Conférence Internationale sur la population et le développement. 20 ans après l'adoption de notre programme d'action au Caire, plusieurs initiatives ont été prises et de multiples efforts ont été déployés pour améliorer l'existence de nos populations. Cependant, de nombreuses lacunes demeurent et entravent la réalisation des objectifs de la CIPD.

Même si certains pays ont enregistré plus de succès que d'autres en fonction des domaines, nous devrions tous faire des efforts supplémentaires pour améliorer les activités de mise en œuvre de notre plan d'action grâce au renforcement des capacités et à l'augmentation des ressources allouées aux domaines déterminants du développement.

Nous sommes persuadés que le plan d'action du Caire garde encore toute sa pertinence et la Communauté internationale doit poursuivre sa mise en œuvre.

Monsieur le Président,

Le Togo a consenti beaucoup d'efforts dans la plupart des domaines couverts par le plan d'action, ce qui lui a permis de réaliser des progrès notables dans le bien-être de ses populations. Mais l'apparition de nouveaux défis liés à la mondialisation non maitrisée, aux différentes crises financières successives, aux effets changements climatiques, aux nouvelles pandémies et à la croissance démographique accélérée a mis à mal notre fragile économie freinant ainsi les actions pour mener à bien nos programmes.

Malgré tout, le Togo s'est doté de moyens nécessaires en vue d'atteindre les objectifs de la CIPD. Cela s'est traduit dans la mise en place des cadres institutionnels et juridiques favorables à la croissance économique, à l'égalité entre les sexes, à l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Dans cette optique, les actions entreprises par mon pays ont permis d'obtenir des résultats non négligeables entre 1998 et 2013, notamment:

- La réduction de 17% du taux de Mortalité Maternelle ;

- La réduction de plus de 70% du taux de mortalité infantile;

- La réduction de moitié du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans;

- Une légère diminution de l'Indice de Fécondité;

- Une augmentation non négligeable de la prévalence contraceptive moderne;

- Une diminution notable de la prévalence du VIH ;

- Des résultats encourageants en matière d'éradication des mutilations génitales féminines, de prévention des violences basée sur le genre, etc.

Par ailleurs, comme c'est le cas dans la plupart des pays africains, la population togolaise comprend une forte proportion de jeunes (plus de 60% de la population est âgé de moins de 25 ans), ce qui constitue à la fois un défi et une opportunité. En termes de défi, cette catégorie de la population nécessite d'énormes moyens pour répondre à ses besoins. Mais, en même temps, le dynamisme de la jeunesse est un atout important pout toute nation. Au Togo, le concept du dividende démographique mis en exergue par la revue de la CIPD a été vite perçu. C'est pour cela que des mesures ont été prises pour exploiter judicieusement ces énergies notamment à travers un programme de Volontariat national, des travaux à haute intensité de main d'œuvre et une incitation à l'entrepreneuriat pour faire reculer le chômage.

Nous sommes conscients que de nombreux défis restent encore à relever pour améliorer la santé maternelle, réduire davantage la mortalité néonatale et infanto-juvénile. Dans cet ordre d'idées, nous pensons que ce n'est que par une mobilisation maitrisée que nous pouvons trouver des solutions aux défis. A cet égard, notre organisation commune a un rôle important à jouer. Je me félicite de la clarté du rapport du Secrétaire Général à ce sujet.

Mon pays, le Togo, continuera à faire des efforts pour construire la capacité et la résilience individuelle et voudrait compter sur l'appui de la communauté internationale pour atteindre le développement durable. Dans ce sens, il adhère entièrement à la position de l'Union africaine pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'action au-delà de 2014.

A cet égard, il me parait indispensable de s'assurer de la cohérence des engagements de la CIPD avec les Objectifs de Développement Durable en cours de finalisation. Je voudrais donc, pour terminer, lancer un appel à la communauté internationale afin que nous puissions redoubler d'ardeur dans une solidarité et une synergie renforcées en vue d'atteindre des résultats plus significatifs dans cette nouvelle phase de mise en œuvre de la CIPD.

Je vous remercie de votre aimable attention.

L'OTR présente son logo et sa stratégie de lutte contre la corruption

LE NUMERO VERT 8280 ET UNE ADRESSE ELECTRONIQUE A LA DISPOSITION DES CONTRIBUABLES

Opérationnelle depuis janvier 2014 pour fusionner les deux régies financières du Togo, à savoir la douane et les impôts, en vue d'une meilleure mobilisation des recettes, l'office Togolais des Recettes (OTR) s'active également dans la lutte contre la corruption et la fraude. Pour mener à bien cette seconde mission, l'OTR a pris un certain nombre de dispositions. Il s'agit en effet de la mise en place d'un numéro vert, le 8280, d'une adresse électronique et d'une adresse postale. Hier, une conférence de presse a été organisée pour présenter toutes ces dispositions aux hommes des médias et par la même occasion dévoiler le logo de l'OTR.

La mise en place du 8280, le numéro vert, s'inscrit dans la dynamique de l'amélioration de la qualité du service rendu aux contribuables et plus spécifiquement dans la lutte contre la corruption et la fraude. Ce numéro a été obtenu après des démarches administratives auprès de l'Autorité de Régulation du Secteur des Postes et Télécommunication. Pour l'heure, il est joignable à partir du réseau Togocel. Des démarches sont en cours pour qu'il soit aussi accessible à partir des deux autres réseaux, notamment Togotelecom et Moov. Ouvert le 12 septembre 2014, ce numéro a déjà enregistré plus de 500 appels. En plus de ce numéro, l'OTR a aussi mis en place une adresse électronique, anticorruption@otr.tg. L a Boîte Postale BP 20823 est disponible pour les courriers physiques. Tout contribuable peut alors faire usage de ces différents canaux d'information pour exprimer ses inquiétudes et au besoin, dénoncer les cas de corruption ou de fraudes constatés.

Au cours de cette rencontre avec la presse, le Directeur de l'audit interne et de l'anticorruption de l'OTR, M. ASSINDOH Mohamed Nour-Dine, a fait une présentation sur la définition de la corruption et les instruments de lutte contre ce fléau à l'OTR. Selon lui, la corruption connait une courbe descendante depuis la mise en place de cet office. Pour le Commissaire Général, M. Henry Gaperi, la lutte contre la corruption est un combat de longue haleine. « Lutter contre la corruption est un processus qui prend beaucoup de temps. Ce n'est pas par une baguette magique que les gens qui s'adonnaient à cette pratique peuvent changer d'un seul coup. Mais l'important est de constater chaque jour des changements », a-t-il indiqué.

Parlant du logo de l'OTR, il est inspiré du monument de l'indépendance avec la mise en exergue d'un homme levant les bras au ciel dans un geste d'affirmation de son indépendance. Il est composé de deux couleurs, le bleu et le gris, qui combinés expriment la fédération de la douane et des impôts pour maximiser les recettes de l'Etat tout en rassurant le contribuable de la bonne utilisation des ressources. Le logo symbolise donc le service rendu aux togolais. Il faut aussi ajouter que la signature de cet office est « fédérer pour bâtir ».

Londou KAWANA

Le Togo bientôt éligible au Millenium Challenge Account

ETATS DES LIEUX SUR LES EFFORTS DEJA ACCOMPLIS ET LES REFORMES EN VUE

Depuis le début de cette année, les plus hautes autorités du Togo œuvrent pour l'éligibilité de notre pays au Millenium Challenge Account (MCC), le fonds par lequel les USA assistent les pays en développement qui démontrent leur engagement pour le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Dans cette optique, plusieurs initiatives ont été entreprises. Il s'agit notamment du lancement officiel en février du processus d'éligibilité, de l'élaboration d'un plan d'action validé par les membres des comités sectoriels et des séminaires d'information organisés à l'endroit de divers acteurs dont les membres du gouvernement, les acteurs de la société civile et ceux du secteur privé. Après sa mise en place par décret présidentielle, la cellule MCA Togo a aussi effectué des missions auprès des acteurs du Millenium Challenge Corporation (MCC), l'agence gouvernementale américaine chargée de la gestion du MCA pour les informer des efforts que fait le Togo sur divers plan. En effet, selon le coordonateur National de la Cellule MCA Togo, les institutions chargées d'évaluer le Togo envoient souvent des informations erronées ou non actualisées ce qui pénalise le pays. Avec le lobbying qui a été fait aux USA, la cellule MCA Togo veille désormais afin que les informations envoyées au MCC ne souffrent d'aucune irrégularité.

Depuis 2012, le MCC utilise 20 indicateurs regroupés en trois catégories, liberté économique, investissement dans le capital humain et Bonne gouvernance notamment pour évaluer les pays candidats. Pour qu'un pays soit donc éligible au MCA, il doit valider au moins la moitié des indicateurs avec un indicateur dans chaque catégorie mais, la validation de l'indicatif relatif à la maîtrise de la corruption est impérative. La performance générale du pays dans les trois grandes catégories d'indicateurs, l'opportunité de réduire la pauvreté et de générer la croissance économique dans le pays et la disponibilité des fonds de MCC sont des facteurs aussi considérés dans la prise de décision.

Pour l'heure, le Togo a réalisé 5 indicateurs sur 20 selon la carte des scores 2014 publiée par le MCC. Dans la catégorie liberté économique, il a validé l'indicateur Inflation. Dans la catégorie investissement dans le capital humain, il a passé 3 indicateurs notamment dépenses dans le secteur de la santé, dépense dans l'enseignement primaire et protection des ressources naturelles. Le dernier indicateur passé est libertés civiles dans la catégorie bonne gouvernance. Même si le Togo n'a réalisé que 5 indicateurs pour le moment, l'espoir est encore permis. « Le Togo se trouve juste en-dessous de la médiane. Il suffirait d'un peu d'efforts de réformes afin de le faire passer au-dessus de la médiane et réaliser lesdits indicateurs », rassure M. Stanislas BABA, coordonateur national de la cellule MCA Togo.

D'ores et déjà, de nouvelles actions viennent augmenter les chances du Togo. En effet, au cours d'une visite aux Philippines le 15 juillet dernier, le Président du groupe de la Banque Mondiale M. Jim Yong Kim déclarait que le Togo est le premier Etat fragile et premier et unique pays de l'espace UEMOA à participer au programme « Open Budgets ». Ce programme a pour ambition de créer un guichet unique en ligne pour permettre au publique de trouver l'ensemble des données budgétaires afin de permettre le maximum de visibilité aux efforts des pays en matière de transparence fiscale. Dans son rapport 2014 sur la liberté de religion au Togo, le Département d'Etat Américain indique que la constitution togolaise et les lois politiques protègent la liberté de religion. Dans la pratique, ce rapport atteste que le gouvernement respecte cette liberté. L'institution américaine chargée d'évaluer les indicateurs relatifs aux droits politiques et aux libertés civiles « Freedom House » note que le score du Togo s'est amélioré. La réforme en cours concernant la loi sur la corruption, la mise en place de l'Office Togolais des Recettes, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur sont des réformes aussi qui pourront permettre de passer l'indicateur capital relatif à la corruption. D'autres réformes qui auront aussi un impact positif sur les scores des évaluations prochaines sont aussi en cours. On peut citer entre autre le code des personnes et de la famille de 2012 révisé, le code pénal et le code de procédure pénale, la loi sur la liberté d'accès à l'information, la loi organique sur la Commission Nationale des Droits de l'Homme, le code foncier etc.

Pour rappel, le MCA couvre deux programmes, le seuil et le compact. Le seuil s'étend sur deux ou trois ans avec un montant d'environ 5 à 60 millions de dollars US. Il accompagne les pays ayant réalisé d'importants efforts afin qu'ils puissent améliorer leurs indicateurs pour se qualifier pour le compact qui peut atteindre 700 millions de dollars US pour 5 ans. Les pays comme le Ghana, le Bénin, le Burkina Faso ont déjà touché à ce fonds qui leur a permis de faire un certain nombre de réalisations pour le bien de leurs populations. Il revient donc à chaque acteur d'œuvrer à sa manière pour l'éligibilité du Togo au MCA.

Londou KAWANA

Année scolaire 2014-2015

2.113.743 ELEVES DANS LES CLASSES HIER

Retour sur les efforts du gouvernement pour assurer une rentrée scolaire apaisée

Cette année, la vilaine tradition des reports de rentrée, qui s'était emparée de l'école togolaise depuis quelques années a été brisée. La rentrée des classes prévue pour le 29 septembre a eu lieu en temps et en heure, malgré les inquiétudes de dernières minutes suite au mot d'ordre de grève de l'Union des Syndicat de l'Education du Togo (USET).

Au total 2.053.743 élèves, tous les cycles confondus et 60.000 de l'enseignement technique et professionnel ont repris le chemin des classes dans une belle ambiance de retrouvailles après plusieurs mois de vacances. Le mot d'ordre de grève de l'USET, loin d'avoir eu l'effet escompté par ce syndicat a entraîné, çà et là, l'absence de certains enseignants dans les écoles. Dans la matinée d'hier, une délégation conduite par les ministres Yao Florent MAGANAWE des Enseignements Primaire et Secondaire et son collègue Brim DIABACTE de l'Enseignement Technique et Professionnel a sillonné des établissements à Lomé pour se rendre compte de l'effectivité de la reprise des cours. Partout où ils sont passés, les deux ministres ont trouvé des enseignants mobilisés et des élèves motivés décidés à faire le maximum d'efforts pour couronner cette année de succès.

Le gouvernement entre efforts d'amélioration du système éducatif et revendications des enseignants

Le couac qui a failli remettre en cause tous les efforts du gouvernement pour faire de la rentrée scolaire 2014 une réussite sur tous les plans, c'est le payement de primes de rentrée et de bibliothèque que le gouvernement situe après les salaires de septembre et que les enseignants voulaient avant la reprise des cours.

Pourtant, en amont, le gouvernement s'est évertué, par la réalisation de plusieurs actions, à assurer une rentrée réussie. Ainsi, pour réduire le déséquilibre entre l'offre et la demande et améliorer l'accès et l'équité, le ministre MAGANAWE décline les efforts du gouvernement en ces termes : « La construction de 800 nouvelles salles de classes équipées, la transformation de 75 Ecoles d'Initiative Locales (EDIL) en Ecoles Primaires Publiques, de 25 CEG d'initiatives locales en CEG publics, de 8 Lycées d'initiative locale en Lycées Publics d'enseignement général, l'ouverture de 6 nouveaux collèges d'enseignement général et de 2 nouveaux Lycées. Le recrutement de 1305 nouveaux enseignants, le recrutement de 500 enseignants volontaires sur le programme de Volontariat national (PROVONAT), l'ouverture de 7 nouveaux centres de formation techniques et de formation professionnelle ».

Pour ce qui concerne la qualité du service éducatif, les enseignants ont bénéficié de formations de remise à niveau et de renforcement de capacité. Leurs conditions de vie et de travail ont également été revues. « Les discussions engagées par le gouvernement au sein du Cadre Permanent de Concertation (CPC) pour améliorer les conditions de vie et de travail ont abouti à l'octroi d'une prime de bibliothèque, d'une prime de rentrée, d'une prime incitative à la fonction enseignante. Actuellement, un projet de statut particulier des enseignants est élaboré et sera finalisé dès l'adoption du décret d'application de la nouvelle loi portant statut général de la fonction publique. Par ailleurs, le projet de création d'une coopérative d'épargne et de crédit pour les enseignants est très avancé. Les assemblées générales constitutives seront organisées très prochainement dans la perspective de la mise en place effective de cette institution de micro finance au profit des enseignants togolais », précisait le ministre MAGANAWE dans son message de rentrée.

Le Togo s'est aussi doté de 3 nouvelles écoles d'instituteurs, portant le nombre à 6. Avec l'aide des partenaires, la réalisation des projets a abouti à certaines réformes au rang desquels la révision des curricula du préscolaire et du primaire, l'élaboration du manuel de mathématique et de français du CP1 qui sera expérimenté à partir de cette rentrée. L'autre priorité pour le gouvernement est l'instauration au sein des écoles d'un environnement protecteur pour les élèves, ce qui passera par le respect de l'éthique et de la déontologie du métier, la proscription de la violence sous toutes ses formes et l'éducation à la citoyenneté. A compter de cette rentrée, l'éducation civique et morale sera à cet effet enseignée dans toutes les classes et sera une matière obligatoire aux examens scolaires nationaux pour compter de l'année scolaire 2014-2015.

Aucun acteur de l'éducation n'a été oublié et, même si la menace de grève de l'USET a fait naitre le spectre du report, la rentrée 2014-2015 a le mérite d'avoir été l'une des mieux planifiées.

La Rédaction

Pour une rentrée scolaire apaisée

LA FESYNTET APPELLE LES ENSEIGNANTS A UN ENGAGEMENT PATRIOTIQUE

La rentrée scolaire 2014 a été effective hier 29 septembre. Pendant que certains syndicats comme l'Union des Syndicats de l'Education du Togo (USET) en appelaient à une grève, conditionnant la rentrée au versement des primes de rentrée et de bibliothèque, la Fédérations des Syndicats des Travailleurs de l'Enseignement du Togo (FE.SYN.T.E.T) se prononçait sans ambages pour une reprise effective des cours le 29 septembre à 7 heures.

Lors d'un point presse organisé le dimanche 28 septembre, le Secrétaire Général de la FESYNTET, M. ABAGLO Ayité Esé a demandé « à tous les enseignants sans distinction aucune d'être à leur poste pour le démarrage effectif des cours le lundi 29 septembre à 7H 00 ». Pour les responsables de la FESYNTET, cette décision relève d'un engagement patriotique suite aux concertations qui ont réuni les principaux acteurs de l'éducation en réunion préparatoire de la rentrée à l'INFA de Tové les 18 et 19 septembre. Concertations qui ont vu le gouvernement réitérer sa disponibilité à verser ces primes qui au demeurant sont un acquis.

La FESYNTET se félicite également de l'engagement du gouvernement à verser une avance sur salaire aux 5.000 enseignants volontaires enrôlés et les nouveaux professeurs sortis de l'ENS. Une preuve supplémentaire de la bonne foi du gouvernement et de son désir d'avoir une rentrée scolaire apaisée.

Toutefois, la FESYNTET demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour que les primes de rentrée et de bibliothèques qui constituent le principal point d'achoppement entre syndicats des enseignants et gouvernement soient versées aux enseignants après le salaire du mois de septembre, ceci avant la fin du mois d'octobre.

Pablo ZOUBE

Préparatifs de la présidentielle de 2015

PRESTATION DE SERMENT DE SES MEMBRES, MISE EN PLACE DU BUREAU D'AGE, LA CENI EN BRANLE

Les 17 membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) élus par l'Assemblée nationale pour organiser et superviser les élections de 2015 ont pris fonction hier lundi 29 septembre lors d'une cérémonie solennelle de prestation de serment devant le Cour Constitutionnelle. Une séance plénière, tenue juste après la cérémonie de prestation de serment, a permis de mettre en place le Bureau d'âge qui se chargera de diriger l'institution pendant ses premières heures.

Après lecture publique du procès-verbal de l'élection des nouveaux membres de la CENI par l'Assemblée nationale, donnée par le greffier de la Cour, chaque membre de la CENI est passé devant le Président Abdou Assouma, entouré de ses pairs, la main droite levée, pour jurer de remplir fidèlement et en toute impartialité ses fonctions dans le respect de la Constitution et du Code électoral.

En présence du Premier ministre et des Représentants des institutions nationales et internationales, le Président de la Cour Constitutionnelle, Abdou ASSOUMA, a salué l'esprit de compromis grâce auquel la nouvelle CENI a été mise en place. Il a également félicité les nouveaux membres pour leur nomination et rappelé les dispositions du Code électoral qui leur font obligation de prêter serment devant la haute institution constitutionnelle.

Immédiatement après la cérémonie de prestation de serment, les membres de la nouvelle équipe se sont retrouvés au siège de la CENI. Ils ont procédé à la mise en place du Bureau d'âge composé de Me Jean-Claude Homawoo, Président, et de Mme Mokpokpo Dosseh, Rapporteur.

Ce nouveau bureau d'âge aura la responsabilité de procéder à la révision du règlement intérieur de la CENI et de le faire adopter et faire élire les membres du bureau exécutif. « La mission de ce bureau d'âge sera de procéder à la révision des règlements intérieurs, et ensuite mettre en place les structures de la commission à savoir le bureau définitif et le bureau des sous-commissions. Après cela, la CENI va continuer son travail dans le cadre des prochaines élections présidentielles », a expliqué le président du bureau d'âge, Jean Claude Homawoo.

P. KATASSOLI

Bilan de la distribution des moustiquaires imprégnées

1 236 608 MENAGES ONT BENEFICIE DE 3 900 000 MILDA

Débutée le 12 septembre dernier, la grande campagne de distribution des Moustiquaires impregnées à Longues durées d'Action (MILDA) a pris fin le 16 septembre. Au total, 3 900 000 moustiquaires imprégnées ont été distribuées à mille moustiquaires 1 236 608 ménages sur toute l'étendue du territoire. D'ores et déjà, les ménages doivent utiliser ces moustiquaires afin de se prévenir efficacement contre le paludisme. Même si certaines personnes n'apprécient pas la couleur verte qu'a les nouvelles moustiquaires, une satisfaction généralisée se fait remarquer chez les bénéficiaires.

Financée par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme cette nouvelle campagne s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le paludisme. Son objectif est de renouveler les MILDA conformément au cycle de trois ans recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé OMS. Compte tenu de l'affluence remarquée sur les sites de distribution, on peut se targuer de dire que la bataille contre le paludisme est bien parti mais le dure reste à venir. En effet, selon la revue des indicateurs du paludisme, le taux de possession des MILDA était en fin 2012 de 78% et celui de leur utilisation de 64%. Selon les acteurs de la lutte contre le paludisme, ce taux d'utilisation de permet pas de lutter efficacement contre cette maladie. Des actions doivent alors être menées pour amener la population à utiliser effectivement les moustiquaires qu'elle reçoit gratuitement. A entendre un agent de santé, des séances de sensibilisations seront organisées pour apprendre d'abord aux bénéficiaires l'utilisation de ces moustiquaires, et ensuite les inciter aussi à les utiliser.

Pour rappel, c'est Plan -Togo, deuxième Bénéficiaire principal de la 9ème série composante paludisme qui a acquis 3 962 640 moustiquaires mises à la disposition des ménages sur toute l'étendue du territoire national. En ce qui concerne Lomé Commune, c'est seulement les ménages n'ayant pas reçu de MILDA en décembre 2013 ont été touchés par cette deuxième campagne.

H. L

CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

COMMUNIQUE

No 2380/14/CNSS/DG/DA-SP

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) informe le public qu'elle est propriétaire d'un terrain non bâti sis à Tsévié-Davié-Adidomé, lieu dit KPONVEME à l'Ouest du péage de Davié, d'une contenance superficielle de 51 ha 96a 83ca objet du Titre Foncier No 35 860 RT.

La CNSS tient à rappeler à toute personne qui aurait acquis ou s'aventurerait à acquérir des lots de terrain dans ledit domaine, qu'elle le ferait à ses risques et périls, car conformément aux dispositions de l'article 96 du Décret Foncier du 24 Juillet 1906, le Titre Foncier est définitif et inattaquable et confère le droit de propriété à la CNSS sur l'immeuble objet du Titre Foncier No 35 860 RT.

Pour toute information s'adresser à la Direction Administrative de la CNSS, Tel : 22 53 55 43 ou 22 53 56 24

Fait à Lomé, le 12 Septembre 2014

CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE
Le Directeur Général
Koffi Kadanga WALLA

Echange d'expériences

LE FNFI ACCUEILLE UNE DELEGATION BURUNDAISE DU FONDS DU MICROCREDIT RURAL

Une délégation de trois personnes du Fonds du Microcrédit Rural (FMCR) du Burundi a effectué une mission de 5 jours auprès du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) la semaine dernière. Cette délégation conduite par M. Onesphore Nshimirimana, Chef de service Opération et Recouvrement au FMCR est venu s'imprégner des stratégies utilisées par le FNFI pour recevoir l'adhésion des partenaires techniques et financiers. Au terme de leur séjour vendredi 26 septembre dernier, un débriefing officiel de la mission a eu lieu au siège du FNFI sous la présidence de Mme Victoire TOMEGAH-DOGBE, ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes.

Créé depuis 2002, au Burundi, le FMCR a été restructuré en 2008. Il a aussi initié le Microcrédit pour les Pauvres Economiquement Actifs (MCPEA), un produit similaire à l'Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) et qui compte insérer les 73,8% de la population adulte exclue du système financier formel. A entendre la délégation Burundaise, le choix du Togo n'a pas été un hasard. En effet, en 9 mois d'existence, le FNFI à travers son produit APSEF connait déjà un succès remarquable surtout avec l'adhésion de différents partenaires. Il était donc important qu'elle vienne s'inspirer des pratiques faites au Togo et apprendre comment intéresser de nouveaux partenaires. « Le FNFI est une institution qui peut nous servir de référence avec son produit APSEF », a indiqué M. Onesphore Nshimirimana. Les échanges d'expériences ont alors permis aux deux institutions sœurs de partager leurs secrets pour une meilleure promotion de la finance inclusive dans les deux pays.

Pour la ministre Victoire DOGBE, le succès du FNFI a été possible grâce à certains facteurs. En effet, bien qu'étant nouvellement lancé, le FNFI est une résultante d'un certain nombre de démarches entreprises par le gouvernement depuis plus de 6 ans. L'état a également réussi à avoir les points de vue et l'adhésion de tous les acteurs concernant la finance inclusive. Il a également mis les ressources conséquentes pour le démarrage, ce qui à aussi séduit les partenaires qui sont rentrés dans la dance. Actuellement, le FNFI est dans le processus de contrôle pour voir le changement que l'APSEF apporte dans la vie des bénéficiaires.

Selon M. Onesphore Nshimirimana, le Togo et le Burundi entretiennent des relations très étroites ces derniers temps. Après la réussite de cette mission, il a aussi annoncé que dans le cadre de la réconciliation dans son pays, une autre délégation viendra très prochainement pour s'inspirer de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) mise en place au Togo.

Londou KAWANA

Rapport d'activités 2013 de l'ARMP

64 RECOURS SUR 1109 MARCHES SIGNES POUR 373,73 MILLIARDS FCFA

L'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a publié, le 24 septembre 2014, son second rapport d'activités portant sur l'exercice 2013. Ce rapport qui rend compte de l'action des trois organes qui composent l'ARMP, à savoir le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différents (CRD) et le Direction Générale, met à disposition, les statistiques sur le système de passation des marchés, les résultats d'enquêtes et audit techniques et/ou financiers indépendants et les décisions du CRD dans le règlement non juridictionnel des différents survenus à l'occasion de la passation des marchés publics et délégations de service publics au cours de l'année 2013.

Ainsi, en 2013, 1109 marchés ont été signés au Togo pour un montant total de 363,73 milliards de Francs CFA. 64 recours ont été introduits dont 59 ont connu un dénouement au fond à la date du 31 décembre 2013 et les 5 autres réglés au cours de l'année 2014. Sur les 59 recours traités par le Comité de Règlement des Différents, 27 sont déclarés non fondés contre 26 recours fondés.

Concrètement, au cours de l'exercice 2013, le CRD a procédé à des investigations par audition des personnes impliquées ou citées, par des confrontations et des transports sur les lieux suite à des dénonciations. Des sanctions sous forme d'exclusion temporaire allant de 2 à 4 ans ont aussi été prises à l'encontre de 3 entreprises accusées de faits de fausses déclarations ou informations mensongères.

Les compétences de l'ARMP se déclinent également par la réalisation d'audits, à travers des formations des membres des commissions internes de gestion des marchés publics des différentes autorités contractantes, des opérateurs économiques, des journalistes etc et aussi par des appuis techniques. Au cours de l'exercice 2013, l'ARMP a formé 1465 personnes. Elle a aussi amélioré son fonctionnement par l'élaboration de plusieurs textes.

Au terme de son rapport, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics a formulé des recommandations dans le souci d'améliorer l'efficacité de ses actions. Entre autre recommandations, l'ARMP préconise de rendre effective l'application de l'arrêté fixant les indemnités des membres des organes de passation et de contrôle des marchés publics, de réviser à la hausse les seuils de passation et de contrôle des marchés publics, de mettre en place un cadre juridique et institutionnel pour la passation des contrats de partenariat public-privé (PPP) et de doter les membres des commissions de passation et de contrôle des marchés publics des matériels de travail appropriés.

Selon les textes qui régissent son fonctionnant, notamment en l'article 10 du décret N° 2011-182/PR du 28 décembre 2011 précisant ses missions, attributions, son organisation et fonctionnement, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) doit adresser chaque année aux institutions de la République un rapport présentant l'ensemble de ses activités au cours de l'année précédente, et rendant compte de l'efficacité et la fiabilité du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et délégations de services public, assorti de toutes recommandations susceptibles de l'améliorer. Ce rapport fera l'objet de publication.

Paul KATASSOLI

Harmoniser la communication dans le cadre de la lutte contre la maladie à Virus Ebola

LES ACTEURS DES MEDIAS OUTILLES

C'est pour recadrer la communication que la Cellule Information, Education et Communication du Comité de Lutte contre la maladie à Virus Ebola au Togo a organisé un briefing à l'intention des médias des régions Golfe et Maritime le 23 septembre dernier à Tsévié. Cette rencontre a réuni une cinquantaine de journalistes autour de Dr Nayo-Apetsianyi, Directrice Régionale de la Santé (Maritime) et Dr Midokpo, Directeur Préfectoral de la Santé (Tsévié).

A travers ce briefing, la Cellule Information, Education et Communication veut outiller les acteurs de médias sur la stratégie de lutte préventive et de riposte contre la maladie à Virus Ebola. Pour ce faire, les journalistes présents à Tsévié ont suivi deux conférences sur la maladie à Virus Ebola et sur le rôle des médias dans la stratégie de lutte contre cette maladie.

Il a été ainsi convenu que les acteurs des médias parlent de la maladie à Virus Ebola en utilisant les mêmes terminologies surtout en ce qui concerne les symptômes de la maladie. « Il n'est plus question d'attendre les saignements. Désormais, toute personne qui fait une fièvre d'installation brutale associé à trois autres signes tels que céphalées, nausée, diarrhée et vomissement avec ou sans sang, grande faiblesse, avec douleurs articulaires et musculaires doit se rendre immédiatement dans un centre de santé », a précisé Dr Apétsianyi. « Les saignements n'apparaissant qu'à la phase terminale, il faut éviter de les faire passer en avant », a-t-elle averti.

Les médias ont, à ce propos, un rôle important à jouer. « Le rôle des médias est fondamental dans la mobilisation sociale, essentielle au succès de la lutte contre la maladie à Virus Ebola », a souligné M. Simfèyitchéou Pré, Directeur de Cabinet du Premier Ministre en charge du ministère de la santé, à l'ouverture du briefing. S'adressant aux journalistes présents, le Ministre Pré a déclaré : « Vous êtes au carrefour de la lutte contre ce fléau. Parce qu'en jouant votre rôle, vous pouvez influencer d'autres acteurs à jouer les leurs, notamment à faire de l'existence de l'épidémie de la fièvre à Virus Ebola une réalité, les conduire à s'approprier des pistes de prévention et à collaborer avec le personnel de santé ».

Pour l'heure, aucun cas n'étant déclaré au Togo, le Comité de veille met l'accent sur la prévention. Un partenariat a été noué avec les médias pour la diffusion de messages appelant au lavage des mains et à éviter la manipulation des animaux sauvages.

Depuis l'apparition de la maladie à Virus Ebola, les informations circulent dans tous les sens. Ces informations, loin de donner une meilleure connaissance de cette maladie et les moyens de prévention, sèment, dans la majeure parie des cas, la panique et la psychose au sein des populations.

Au 15 septembre, on dénombre 2811 morts sur près de 6.000 cas déclarés en Guinée, Sierra Léone, Libéria et au Nigéria.

Paul KATASSOLI

Braquage mortel à l'aéroport de Lomé

DE LA NECESSITE DE RENFORCER LA SECURITE AU TOGO

Ce dimanche 28 septembre, le parking de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema a été la scène d'un spectacle digne d'un film de Hollywood. Des individus, trois ou quatre, à motos, lourdement armés, ont semé panique et désolation, en ouvrant le feu sur les forces de l'ordre et des voyageurs, en plein jour. Après une dizaine de minutes de fusillades, les malfrats ont réussi à emporter une forte somme d'argent estimée à près de 3 milliards de francs CFA, et fait un mort dans les rangs des forces de sécurité ainsi que trois blessés civiles. Les délinquants ont dans leur retraite continué à tirer en l'air pour dissuader toute riposte. Ces tirs ont semé la panique notamment dans le quartier Hédzranawoé où un pasteur a trouvé la mort.

En quelques mois, Lomé enregistre ainsi plusieurs actes similaires. Après le braquage qui a coûté, la vie au consul honoraire du Liban au Benin et celui du magasin Fontana au grand marché où un vigile a trouvé la mort, on peut aussi citer l'attaque signalée sur la nationale N°1, aux environs de la ville de Notsè. Ce dimanche, c'était au tour de Lomé et d'Adétikopé.

La récurrence de ces braquages pose avec acuité la nécessité de l'élaboration d'un plan de sécurisation et de riposte en cas d'attaque. Certaines voix appellent à la reprise de l'opération dite « Araignée », qui consistait en une patrouille des forces de sécurité dans la ville de Lomé, de jour comme de nuit, sur fond de quadrillage de la ville.

Mais au-delà des forces de l'ordre et de sécurité, c'est la population qui, dans son ensemble, est interpellée. Le Ministre de la sécurité le Col. Yark Damehane a lancé un appel aux populations pour qu'elles collaborent avec les forces de sécurité. Les numéros vert suivants sont mis à la disposition des populations pour toutes informations utiles. Il s'agit des numéros ; 115, 117, 171 et 172.

Il faut donc que les Togolais soient prêts à accepter les tracasseries de ces contrôles et aussi à collaborer. Parce que, pour que de tels actes puissent être perpétrés et que les malfrats arrivent à s'évaporer dans la nature, il faut des complicités à plusieurs niveaux. Des phénomènes aujourd'hui redoutés comme celui de Boko Haram au Nigéria ont commencé avec des actes similaires pour un jour devenir ce qu'on connait. La conscience de chacun est donc interpellée.

La Rédaction

Malgré les difficultés de l'organisation,

LES PREMIERES MOUSSONS DU RIRE ONT TENU LEUR PROMESSE

Officiellement lancé le 07 Août dernier, le premier festival international d'humour a connu son apothéose la semaine dernière avec des spectacles qui ont tenu le public en haleine avec des humoristes venus du Togo et du Congo. Réparti en cinq phases, le festival a été une série de formations professionnelles, d'ateliers socioculturels, de communications et de spectacles. Pour M. Frédéric GAKPARA, Directeur du festival, les moussons du rire représentent une occasion pour les humoristes de « se retrouver dans un esprit de résidence pour partager et initier des projets ensemble ». Présent à la cérémonie d'ouverture, au nom de Madame le Ministre en charge de la culture, M. Jean-Luc Koffi GOMEZ, Directeur de Cabinet dudit ministère, a convié les participants et le public à profiter de ces « agréables moments d'apprentissage et de conscientisation » et d'accompagner cet art qui permet de « critiquer, dénoncer les tares de la société mais aussi d'adoucir les mœurs ». Pour M. GAKPARA, « l'humour togolais doit être valorisé » et n'eut été le caractère international du festival, « les humoristes togolais qui ont assuré près de 90% du festival pourraient le faire à 100% dans quelques années».

Badjem'na DJAONA

Laxisme des délégués de syndicats de transporteurs, insouciance des chauffeurs et indifférence criminelle des passagers

LA SURCHARGE A ENCORE DE BEAUX JOURS SUR NOS ROUTES

Témoignage d'une expérience vécue de l'intérieur

Malgré les récentes mesures gouvernementales en vue de réduire le nombre d'accidents de circulation sur les routes togolaises, on constate que l'une des causes d'accidents, la surcharge, se révèle difficile à combattre.

Lors d'un voyage à Tsévié le mardi 23 septembre, nous en avons personnellement fait l'expérience. Pendant que nous cherchions un taxi à hauteur du Stade JCA d'Agoè Nyivé (Lomé), nous avons été dirigés vers un bus de 15 places dans lequel nous étions le quinzième passager. Alors que nous pensions le bus sur le départ, les chargeurs ont continué à installer d'autres passagers. A notre première réaction, celle de descendre du bus, succéda celle de vivre cette expérience de l'intérieur et d'observer l'attitude des agents des forces de sécurité et surtout celle des délégués de syndicats tout au long des … kilomètres qui séparent Lomé de Tsévié.

Finalement le bus pris le départ avec 23 passagers dont 21 personnes adultes et 2 enfants. A l'intérieur, une chaleur insupportable régnait sur fond de musique bourdonnante. Les passagers, pour la plupart, semblaient se soucier très peu de cet état de choses et se perdaient dans des discussions interminables.

Nous nous attendions à un contrôle des forces de sécurité, surtout en cette période de sensibilisation en vue de l'application du nouveau code de la route. Mais hélas ! Aucun contrôle. Le clou a été l'attitude laxiste des délégués des syndicats qui étaient assis, apathiques sous les parasols à hauteur de Togblé, pour encaisser le payement des tickets. Même pas un regard sur le véhicule.

Cette attitude des délégués syndicaux nous interpelle à plus d'un titre. Quel est donc leur rôle ? A quoi servent-ils ?

Paul KATASSOLI

Exposition d'œuvres d'art

LES ARTISTES TOGOLAIS DOVI AYAWOVI ET JOPE QUAYE A GUGEL GALLERY

La maison de promotion et de vente d'œuvres d'art, Gugel Gallery de Kodjoviakopé prête son cadre depuis vendredi, 19 septembre 2014, à l'exposition des œuvres d'arts de deux artistes plasticiens togolais. Il s'agit en effet de 19 tableaux de Dovi Ayawovi et de la collection « Trompe l'œil » de Jope Quaye.

Parmi tous les talents qu'il possède, la sculpture, la dance, l'écriture, la composition, l'artiste Dovi Ayawovi choisit de se consacrer à la peinture, après une dizaine d'années passées hors de la terre mère, le Togo, il revient en 2010 avec son propre style à la fois mystique et spirituel et expose ses œuvres dans divers lieux. Selon lui, l'art est sa manière de communiquer avec le monde. Il se sert alors du « pointïsme », le fait de peindre avec des points, pour réaliser ses œuvres. « J'ai choisi les pointillés parce que dans mon village, ils couvrent les cases dédiées aux vodous. Ils représentent la présence de

Sakpate et Heviesso, dieu du ciel et de la terre. C'est là-bas que j'ai trouvé la source de mon inspiration qui a donné naissance à mon art ». A travers ses nouvelles œuvres, il parle des réalités de la vie. Pour lui, il faut accepter tout ce qui arrive dans la vie car c'est Dieu qui planifie tout. Il met alors un accent particulier dans ses œuvres sur « l'œil », qui selon lui est un organe assez important sur le plan spirituel.

Jope Quaye quant à lui, enregistre déjà plusieurs collections à son compteur. Sa nouvelle collection « Trompe l'œil » composée de 16 tableaux présente les apparences parfois trompeuses. Partant de son expérience personnel, il réalise que tout ce qui se dit n'est pas fait et il trouve que les gens donnent l'impression d'être heureux mais ils ne le sont pas. L'artiste Jope Quaye développe alors une technique qu'il appelle le « Lonyelorgnisme », une combinaison du mina et du français, un symbole de la rencontre des cultures de deux pays, le Togo et la France. Pour le responsable de la structure Gugel Gallery, les deux artistes ont un point commun dans leurs œuvres. Il s'agit de « l'œil » c'est la raison qui a motivé le fait que leurs œuvres soient exposées simultanément.

H. L

Eliminatoires CAN 2015

LES EPERVIERS N'ONT PLUS DROIT A L'ERREUR

Le 10 octobre prochain, les Eperviers du Togo vont faire le déplacement de Kampala en Ouganda pour y affronter les « Cranes » dans le cadre de la 3ème journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2015. Dernier du groupe E avec zéro point, le Togo doit forcément gagner ce match pour espérer se remettre sur le chemin d'une quelconque qualification à cette CAN. Prenant la mesure de l'enjeu, Tchanilé Tchakala ne perd pas le temps. Dans la liste des 24 sélectionnés pour les deux prochaines journées, il a opéré certains changements qui, il espère, seront gagnants. Dans cette nouvelle liste, en plus des cadres habituels, on note le retour de Djene Dakonam et l'absence de trois (3) joueurs qui étaient présents lors des deux (2) premières journées. Il s'agit de Komlan Amévou, de Mama Gaffar et de Vincent Bossou. Entre autre entrée, les jeunes Mathieu Dossevi et Peniel Mlapa ont aussi rejoint l'effectif.

Selon les informations, le sélectionneur togolais compte sur ce nouvel effectif pour engranger 6 points lors des deux prochains matchs, celui du 10 octobre à Kampala et du 14 octobre à Lomé contre les mêmes adversaires.

Denis GOSSOU

7eédition du tournoi de l'intégration

LOME A L'HONNEUR POUR CELEBRER LE FAIR-PLAY

Le tirage au sort du tournoi de l'UEMOA, Togo 2014 a eu lieu dans la soirée du jeudi 18 septembre à Lomé. Et le verdict est implacable pour les huit pays de l'espace qui ont désormais moins de deux mois pour préparer la compétition de l'intégration.

Tête de poule A, le Togo, pays hôte de la compétition devra composer avec le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire. Et le match d'ouverture opposera les locaux togolais à leurs homologues maliens. Ce sera au cours d'une rencontre de retrouvaille que l'on souhaite déjà festive.

Dans le groupe B, on retrouve le Sénégal, le Burkina Faso, la Guinée Bissau et le Bénin.

Au-delà du côté compétitif de la chose, les différents intervenants au cours de la cérémonie ont exhorté les joueurs qui prendront part à faire montre de fair-play, et que soient privilégiés la communion et le raffermissement des liens de l'intégration communautaire.

Cette 7ème édition du Tournoi de l'Intégration de l'UEMOA se déroule du 22 au 29 novembre 2014. Il est à rappeler qu'après la phase de poules, les premiers des deux poules se qualifient directement pour la grande finale du 29 novembre.

Programme des matchs

22 novembre
Togo-Mali
Niger-Côte d'Ivoire

23 novembre
Sénégal-Burkina Faso
Guinée Bissau – Bénin

24 novembre
Mali – Niger
Togo-Côte d'Ivoire

25 novembre
Burkina Faso – Guinée Bissau
Sénégal-Bénin

26 novembre
Togo-Niger
Mali-Côte d'Ivoire

27 novembre
Sénégal-Guinée Bissau
Burkina Faso-Bénin

Denis GOSSOU (Stagiaire)

COMMUNIQUE

****

Pour des raisons de sécurité, d'harmonie et de commodité, la Direction du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF) invite tous les exposants ayant réservé des espaces nus en vue de construire eux-mêmes leurs stands à soumettre au Service Technique dudit Centre, le plan de construction au plus tard le 10 octobre 2014, délai de rigueur.

La Direction dispose de deux (2) jours francs pour la validation de chaque plan.

La Direction du CETEF compte sur la bonne volonté et la bonne compréhension de tous afin d'assurer la bonne organisation de la 12ème Foire Internationale de Lomé.

CETEF - LOME
CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME "TOGO 2000"
BP 10056 Lomé - Togo
Tél:(00228) 22 26 40 31 / 22 30 38 48 / 22 35 07 27 Fax:(00228) 22 26 17 54
Site web: www.cetef.tg E-mail: ceteflome@cetef.tg